



CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

**Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
N°8-2018**

Maintenance ascenseurs

<u>SOMMAIRE</u>

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 2 : PRESENTATION DE L’ETABLISSEMENT	3
ARTICLE 3: PRESTATIONS A REALISER ET DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS	4
ARTICLE 4 : CONTRÔLE REGLEMENTAIRE DES INSTALLATIONS	10
ARTICLE 5 : RESPECT DES NORMES ENVIRONNEMENTALES ET TRACABILITE DES PROCEDURES.....	10

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1-1 : OBJET DU MARCHE

Le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille de Chamalières représenté par Monsieur LAMAISON – Directeur, procède à un marché qui porte sur la maintenance des ascenseurs du CDEF conformément à la législation en vigueur et notamment au décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008.

ARTICLE 1-2 : PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est un marché à procédure adaptée.

Il s'agit d'un marché de prestation de service.

ARTICLE 2 : PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF) est un Etablissement Public autonome. Il est régi par les dispositions du Code de l'Action Social et des Familles relatives aux institutions sociales et médico-sociales et la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

Le personnel du CDEF relève du titre IV du statut général de la Fonction Publique relatif à la Fonction Publique Hospitalière. Le personnel se compose de professionnels : un directeur et un directeur-adjoint, personnel administratifs, cadres socio-éducatifs, cadre de santé, infirmières, éducateurs spécialisés, éducateurs de jeunes enfants, puéricultrices et auxiliaires de puériculture, sage-femme, conseillère en économie sociale et familiale, psychologues, psychiatres, personnel technique et d'entretien, veilleurs de nuit et maîtresses de maison.

Le CDEF est un établissement de protection de l'enfance, assurant à ce titre un accueil d'urgence 365 jours sur 365 et 24 heures sur 24/évaluation/orientation sous 6 mois, des mineurs de la naissance à 18 ans en internat ou en famille d'accueil, ainsi qu'un accueil en centre parental jusqu'aux 3 ans de l'enfant, la réalisation de visites en présence d'un tiers d'enfants placés dans d'autres structures, l'accompagnement de placement au domicile parental et la veille de l'aide sociale à l'enfance aux heures de fermeture dudit service.

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE, VOUS POUVEZ CONSULTER NOTRE SITE INTERNET :

www.cdef63.fr

ARTICLE 3: PRESTATIONS A REALISER ET DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3-1 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Les prestations de maintenance devront être effectués conformément aux caractéristiques générales de l'ascenseur et à la législation en vigueur :

- Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat,
- Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation,
- Décret n°2016-550 du 3 mai 2016 - art. 2 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation,
- Arrêté SAE du 18 novembre 2004 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs et son annexe,
- Décret n°2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements,
- Arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage,
- Décret n°2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs.

ARTICLE 3-2 : PRESTATIONS A REALISER

Le titulaire doit assurer l'entretien des ascenseurs, prestation qui inclut les contrôles des réglages des différents appareils ainsi que leur nettoyage et comprend également les mise à disposition des fournitures nécessaires à la mise en œuvre des prestations telles que définies par le décret du 9 septembre 2004 et l'arrêté SAE du 28 novembre 2004 modifié par l'arrêté du 1^{er} août 2006.

LOT 1 – ASCENSEURS FOYERS ET MAISON PARENTALE

La prestation consiste à la réalisation d'une maintenance type CONTRAT MINIMAL de l'ensemble des ascenseurs du CDEF.

LOT 2 – ASCENSEURS ADMINISTRATION – POUPONNIERE

La prestation consiste à la réalisation d'une maintenance :

- **de type CONTRAT MINIMAL pour l'ascenseur ADMINISTRATION**
- **de type CONTRAT ETENDU pour l'ascenseur POUPONNIERE**

ARTICLE 3-2-1 : MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive a pour objectif d'assurer l'ensemble des vérifications nécessaires au bon fonctionnement des ascenseurs, de réglage des composants de l'ascenseur et de veiller à la sécurité et de prévenir les pannes éventuelles.

La maintenance préventive des ascenseurs comprend trois types de visites (toutes les 6 semaines maximum, semestrielles et annuelles). Les jours d'intervention du prestataire seront fixés d'un commun accord entre le titulaire et le CDEF un mois à l'avance. Le titulaire devra fournir un calendrier d'intervention quinze jours avant.

○ Maintenances mensuelles

L'écart entre deux visites mensuelles de maintenance préventive des ascenseurs ne peut être supérieur à **6 semaines**. Les contrôles de maintenance préventive des ascenseurs ont pour objectif de vérifier de nombreux éléments du système afin de s'assurer de leur bon fonctionnement et contrôler leur **niveau d'usure**.

- Les systèmes appels paliers ainsi que tous les voyants lumineux.
- Le dispositif de secours : alarme – téléphone – télésurveillance.
- La précision d'arrêt à chaque niveau.
- Les portes palières à chaque niveau : verrouillages et contact de fermeture, et dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme. Les réglages sont effectués si nécessaire.
- L'éclairage cabine (y compris l'éclairage de secours).
- La signalisation palière et cabine.
- Les contacts électriques de la porte cabine.
- Le dispositif de réouverture de porte.
- Le dispositif de fermeture de la machinerie.
- L'éclairage machinerie.
- Le contrôle des niveaux d'huile palier moteur et treuil pour les appareils de type électrique.

La maintenance préventive des ascenseurs comprend également **des opérations d'entretien du matériel** afin de prévenir leur usure prématurée.

- Entretien des équipements anti-vandalisme.
- Entretien des portes palières et de la cabine.
- Entretien et essai du DTU (tableau d'alimentation).
- Entretien, réparation ou remplacement des pièces présentant des signes d'usure excessive ou de défaillance.
- Nettoyage à chaque trimestre de la cuvette et toit de cabine.

Remarques :

- *Les opérations de maintenance et d'entretien devront respecter celles préconisées par le constructeur et la réglementation en vigueur, notamment celles prescrites dans le 1° de l'article R125-2 du Code de la construction et de l'habitation (décret n°2016-550 du 3 mai 2016 - art. 2 relatif à la mise sur le*

marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs), destinées à maintenir à tout moment l'aptitude au bon fonctionnement des ascenseurs.

- ***Les dates d'intervention du prestataire seront fixées d'un commun accord entre le titulaire et le CDEF un mois à l'avance. Le CDEF pourra refuser toute intervention préventive non planifiée.***

- Maintenances semestrielles

Durant ces interventions, le titulaire doit contrôler d'autres éléments de l'ascenseur, notamment les pièces ne présentant pas un risque d'usure rapide et ne nécessitant pas un entretien fréquent. L'écart entre deux visites successives ne peut être supérieur à 6 mois.

La présence en cabine et au niveau principal du numéro d'appel d'urgence et du numéro d'identification de l'ascenseur.

- L'opérateur de porte et notamment la courroie et les patins.
- Le frein machine (garnitures, points durs).
- L'éclairage de gaine et l'éclairage de secours de la machinerie.
- Les poulies de traction, de déflexion, de renvoi et de mouflage.
- Les câbles de traction : adhérence, allongement, fixation des attaches cabine et contrepoids.
- Les chaînes ou câbles de compensation.
- La fixation de la tête de cabine.
- Le détecteur de patinage, le relais de phase et le thermique moteur.
- Les fins de course cabine haut et bas.

- Maintenance annuelle

Dans le cadre de la maintenance de **visite annuelle de maintenance préventive**, le titulaire devra **contrôler et réaliser** :

- Les coulisseaux cabine et contrepoids, et notamment leur état de propreté.
- Les amortisseurs.
- Le limiteur de vitesse, son câble et la poulie tendeuse.
- Le nettoyage de la cuvette, du toit cabine et de la machinerie.
- L'état et de la propreté de l'éclairage cabine.
- Le dispositif de parachute ou le système de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine lors de la montée.
- Le nettoyage, vérification et réglage de l'ensemble des systèmes de suspensions des portes palières et de la cabine : galets, contre galets et câbles.

- Le dispositif de surcharge.
- Le réducteur.
- Le dispositif de contrôle de position de la cabine à l'étage.
- La vérification, lubrification et graissage des guides cabine, des contrepoids et du système de fixation des fils guide contrepoids.
- Le fonctionnement de la commande pompier.

ARTICLE 3-2-2 : MAINTENANCE CORRECTIVE :

A. Généralités

La maintenance corrective a pour but de remettre en état l'ensemble du matériel et installation afin que les ascenseurs puissent fonctionner dans des conditions de fiabilité et de sécurité optimales.

Le prestataire s'engage à intervenir de sa propre initiative lors d'un appel d'une personne bloquée, ou sur demande du représentant de la collectivité en cas de dysfonctionnements ou de pannes.

Les opérations de maintenance corrective peuvent être mises en œuvre sur demande du CDEF suite à la constatation d'un défaut lors de la maintenance préventive ou suite à une défaillance d'un ou plusieurs ascenseurs.

Les dates d'intervention du prestataire seront fixées d'un commun accord entre le titulaire et le CDEF un mois à l'avance. Le CDEF pourra refuser toute intervention préventive non planifiée.

A la fin des travaux de maintenance corrective :

- Le service technique du CDEF effectuera un test de bon fonctionnement.
- Le titulaire est tenu de nettoyer le chantier après son intervention.
- Le titulaire assure la formation de l'agent technique du CDEF à l'utilisation du nouvel équipement.

B. Intervention - dépannage – réparation

Le CDEF prévient le titulaire afin de demander une intervention qui doit être réalisée conformément aux délais maximum ci-dessous (les délais proposés par le candidat devront être inscrits dans le document bordereau de prix et délais) :

- **Temps d'intervention : 4 heures maximum.** Le temps d'intervention comprend la durée entre l'appel téléphonique et l'arrivée sur site du personnel d'astreinte afin d'établir son diagnostic et prendre les décisions qui s'ensuivent.
- **Temps de dépannage : 8 heures maximum** en cas d'appel avant 17h (ou au plus tard le lendemain matin en cas d'appel après 17 h) : Le temps de dépannage correspond à la durée nécessaire pour la remise en service même provisoire de l'installation.
- **Temps de réparation : 72 heures maximum** à compter de la réception du signalement de la panne. Le temps de réparation correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction définitive de l'installation (remplacement des pièces défectueuses)

C. Le déblocage d'un passager en cabine

La désincarcération de personnes bloquées en cabine doit être effective tous les jours 24h/24 et 7j/7 (jours fériés compris). Le titulaire devant intervenir dans un **délai d'une heure maximum** suite à l'appel téléphonique.

D. Prestations de maintenance - CONTRAT MINIMAL (conformément à l'article 8 de l'arrêté SAE du 18 novembre 2004)

Cabine : boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme-porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension et contact de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.

Paliers : ferme-porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, patins de guidage des portes et boutons d'appel, y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.

Machinerie : balais du moteur et tous fusibles.

Gaine : coulisseaux de contrepoids.

Eclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

E. Prestations de maintenance – CONTRAT ETENDU

Le candidat devra fournir la liste des pièces prise en charge dans le contrat étendu qui sera annexé à l'acte d'engagement

En plus des pièces concernées par le contrat minimal, le titulaire devra prendre en charge au minimum, les pièces suivantes :

- Réparation des pièces usées par le fonctionnement normal de l'appareil ou leur remplacement si elles ne peuvent être réparées
- Gaines :
 - o Câble ou chaîne ou courroies de traction, limiteur de vitesse, de compensation de sélecteurs d'étages, impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages et de fin de course, câbles souples pendentifs, poulies de renvoi, parachute de sécurité, amortisseurs, joint d'étanchéité et soupape de rupture sur le vérin
- Cabine :
 - o Signalétique de position et de direction, câblages électriques ou électroniques, boîtier d'inspection, opérateur de porte, dispositifs de réouverture de porte sans choc, signalétique de position et de direction, parachutes, rollers, garde-pied mobile, dispositifs anti-dérive hydrauliques, coulisseaux de cabine (y compris garniture), opérateur de porte
- Paliers :
 - o Signalétique de position et de direction, dispositif de manœuvre pompiers, dispositif contre le verrouillage illicite
- Machinerie (les ascenseurs du CDEF sont électriques):

- Bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles, transformateurs, organes de sélecteurs, contrôleur d'étages, cartes et composants électroniques, dispositifs de protection contre les surintensités et surchauffes, limiteur de vitesse, dispositif contre la vitesse excessive en montée, tableau d'arrivée de courant, canalisations électriques fixes, machinerie électrique : roulements, paliers, bobinages, rotor et stator, arbre à vis, engrenage, poulies, paliers, roulements et coussinets, sur le frein : mâchoires, bobine, garnitures,
- (Eventuellement, en cas d'évolution du contrat – par exemple : rajout d'un ou plusieurs ascenseurs, prise en compte des pièces relatives à la machinerie hydraulique : distributeur, électrovannes, pompes et joints, filtres, appoint d'huile hydraulique.

ARTICLE 3-2-3 : PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Le titulaire pourra, sur demande du CDEF et sur devis, effectué d'éventuels travaux supplémentaires non prévus dans les maintenances en incluant la fourniture des pièces. Le cas échéant, le CDEF pourra faire appel à une autre entreprise pour la réalisation de prestations complémentaires.

ARTICLE 3-2-4 : DOCUMENTS A TRANSMETTRE PAR LE TITULAIRE

A l'issu de la prestation, le titulaire devra effectuer un rapport de visite incluant les travaux réalisés et les recommandations nécessaires au bon fonctionnement du matériel.

Un carnet d'entretien devra être réalisée par le titulaire et mis à jour régulièrement.

Le titulaire devra fournir un rapport d'activité annuel récapitulatif :

- Le nombre et la nature des interventions (maintenance préventive et corrective)
- Les causes de l'indisponibilité
- Les solutions apportées
- Toute autre information jugée importante par le titulaire

ARTICLE 3-3 : DESCRIPTIF GENERAL DES INSTALLATIONS

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la nature, de la constitution des équipements et de la consistance des installations dont il doit assurer l'entretien préventif et correctif. Le titulaire doit être en mesure d'assurer toute intervention et de fournir les pièces de rechange nécessaires à tout moment.

LOT 1 – ASCENSEURS FOYERS ET MAISON PARENTALE

<u>MARQUE MODELE</u>	<u>MISE EN SERVICE</u>	<u>REFERENCE</u>	<u>SERVICE DU CDEF</u>	<u>TYPE</u>	<u>CHARGES (EN KG)</u>	<u>VITESSE (M/S)</u>	<u>NOMBRE DE NIVEAUX</u>
OTIS GEN 2 SIMPLEX	2009	GF0882UO	FOYER 11-15 ANS	ASCENSEUR	630	1	2
OTIS GEN 2 SIMPLEX	2008		FOYER 15-18 ANS	ASCENSEUR	630	1	2
OTIS GEN 2 SIMPLEX	2008		FOYER 7-11 ANS	ASCENSEUR	630	1	2
OTIS GEN 2 SIMPLEX	2008		MAISON PARENTALE	ASCENSEUR	630	1	2

LOT 2 – ASCENSEURS ADMINISTRATION ET POUPONNIERE

<u>MARQUE MODELE</u>	<u>MISE EN SERVICE</u>	<u>REFERENCE</u>	<u>SERVICE DU CDEF</u>	<u>TYPE</u>	<u>CHARGES (EN KG)</u>	<u>VITESSE (M/S)</u>	<u>NOMBRE DE NIVEAUX</u>
OTIS GEN 2 SIMPLEX	2009	GF0882UO	ADMINISTRATION	ASCENSEUR AVEC DOUBLE PORTES PALLIERES	630	1	3
OTIS 45 SH 7387	2014	45 SH 7387	POUPONNIERE	ASCENSEUR AVEC DOUBLE PORTES PALLIERES	600	1	4

ARTICLE 3-4 : MODIFICATIONS DU NOMBRE D'INSTALLATIONS

Pendant l'exécution du marché, le nombre et le type d'installations sera susceptible d'être modifiés. La modification sera mentionnée et précisée par l'intermédiaire d'un avenant.

ARTICLE 4 : CONTRÔLE REGLEMENTAIRE DES INSTALLATIONS

Le titulaire du marché devra mettre à disposition un technicien qui aura pour charge d'accompagner le contrôleur technique lors de ses missions de contrôles réglementaires quinquennaux.

Le titulaire devra être destinataire des rapports de contrôle et il devra procéder à la levée des réserves indiquées dans le rapport du contrôleur. Ces interventions rentreront dans le cadre de la maintenance corrective.

ARTICLE 5 : RESPECT DES NORMES ENVIRONNEMENTALES ET TRACABILITE DES PROCEDURES

Conformément à l'article 7 du CCAG marchés publics fournitures courantes et de services, le titulaire devra veiller à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de

MARCHE 8-2018 – Cahier des clauses techniques particulières
Maintenance ascenseurs

sécurité et de santé des personnes. Conformément à l'article 6 du CCAP, le candidat devra détailler, dans le mémoire technique, la politique de développement durable mise en œuvre et la traçabilité des procédures.

Chamalières, le	Fait àLe,.....
M. J-M. LAMAISSON Directeur	MENTION « Lu et approuvé » Le Fournisseur (cachet et signature)